

nous préparer et que nous deviendrons forts, et que notre force découragera peut-être l'agression. Nous voulons dire aussi que, dans un monde épuisé et défiguré par la guerre, il doit se trouver sur toute la planète une majorité écrasante de gens qui aspirent à la paix. Nous ne devons pas désespérer de les atteindre. Nous avons, au cours de nos conversations, reconnu nettement entre nous, comme nous le déclarons maintenant à la face de l'univers, qu'à titre de Premiers ministres des pays du Commonwealth nous accueillerions avec faveur tout arrangement praticable qui permettrait un sincère échange de vues avec Staline ou avec Mao Tsé-toung. Nous devons, au nom du gros de l'humanité, tenter un suprême effort pour nous ouvrir sans réticence les uns aux autres de ce que nous avons dans le cœur et l'esprit.

Nous ne cherchons pas à nous ingérer dans les affaires de l'Union soviétique ou dans celles de la Chine ou de quelque autre pays que ce soit; nous sommes simplement résolus de garder la maîtrise de nos propres affaires sans avoir à craindre l'agression.

Ce sont là les considérations qui depuis quelques jours nous ont poussés à chercher un moyen de faire cesser les hostilités en Corée, de façon que les grandes puissances intéressées puissent, à une conférence, ajuster leurs divergences de vues sur une base qui renforcera les Nations Unies et réalisera les buts de la Charte.

Nous avons tous en nous-mêmes une foi profonde qu'il existe une volonté de justice dans le monde et nous croyons de notre devoir d'en favoriser l'épanouissement dans tout ce que nous pourrons faire. A la vérité, cette foi vivifiante est renforcée du fait qu'elle a été exprimée simplement et sincèrement à nos réunions par des hommes de races, de traditions et de croyances fort différentes.

23. Télégramme du Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine au Secrétaire général par intérim des Nations Unies, destiné au Président de la Première Commission de l'Assemblée générale (17 janvier 1951)

J'ai l'honneur d'accuser réception du télégramme en date du 13 janvier 1951, transmis par M. Owen à la demande de la Première Commission de l'Assemblée générale et relatif aux principes touchant le problème de la Corée et les autres problèmes de l'Extrême-Orient. Au nom du Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine, je réponds comme suit:

1. Le Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine a toujours soutenu et continue à soutenir qu'il conviendrait de rechercher une cessation rapide des hostilités en Corée par voie de négociations entre les divers pays intéressés, en vue d'arriver au règlement pacifique de la question de Corée sur la base du retrait de toutes les troupes étrangères de Corée et du règlement des affaires intérieures de la Corée par les coréens eux-mêmes; que les forces armées des États-Unis doivent être retirées de Taïwan (Formose) et que les représentants de la République populaire de Chine doivent occuper dans l'Organisation des Nations Unies leur place légitime.

Ces principes ont également été énoncés dans ma déclaration du 22 décembre 1950, communiquée le même jour par télégramme à M. Entezam, Président de l'Assemblée générale, et sont maintenant bien connus du monde entier.